

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>48</b>	<b>32</b>

N° de la séance : 19

Objet de la délibération : Direction Habitat  
Logement - Mise en oeuvre de la cotation  
de la demande de logement social -  
Avenant au Plan Partenarial de Gestion de  
la Demande et d'Information des  
Demandeurs

 Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2022.019

Date de la convocation :  
**Le 15/02/2022**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **14 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture  
en date du **11 MARS 2022**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTAINE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 21 février 2022**

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Olivia LEVINGSTON, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Arnaud VIE

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, François WYSZKOWSKI, Anne-Marie BOUSQUET, François ZEMA, Marika ROMAN, Catherine LANZA, Christophe ETORE, Martine SAVALLI, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Delphine CAROSI, Cédric BOURGON

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Monsieur Xavier WIIK**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.



**Madame NASICA,**

Vu la loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové et son article 97 qui introduit l'obligation pour les EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) d'élaborer le Plan Partenarial de Gestion de la demande et de l'information des demandeurs de logements sociaux ;

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la Citoyenneté, et notamment son article 77 ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN, et notamment son article 111 qui impose la mise en place d'un système de cotation de la demande de logement social ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et son article L.441-2-7 ;

Vu le décret n°2015-524 du 12 mai 2015 relatif au contenu, aux modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs ;

Vu le décret n° 2019-1378 du 17 décembre 2019 relatif à la cotation de la demande de logement social qui précise les modalités d'élaboration et de mise en œuvre du système de cotation ;

Vu la délibération n°CC.2016.104 du Conseil Communautaire du 27 juin 2016 créant la Conférence Intercommunale du Logement ;

Vu la délibération n° CC 2017.042 du 27 mars 2017 du Conseil Communautaire relative à l'adoption du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'information des demandeurs ;

Vu la délibération n° CC.2019.067 du 1er avril 2019 du Conseil Communautaire relative à l'adoption du document cadre sur les orientations stratégiques en matière d'attributions de logements sociaux ;

Vu la délibération n° CC.2019.163 du 14 octobre 2019 du Conseil Communautaire adoptant le 3ème Programme Local de l'Habitat 2020-2025, dont la fiche action n°12 est d'assurer l'égalité des chances des demandeurs dans l'obtention d'un logement social ;

Vu la délibération n°CC.2021.022 du 22 février 2021 relative à l'adoption de la Convention Intercommunale d'Attribution.

La loi ELAN rend obligatoire la mise en place d'un système de cotation de la demande de logement social pour les intercommunalités tenues de se doter d'un Plan local de l'habitat et ayant au moins un Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

La cotation est un système de points attribués à chaque demandeur de logement social, en fonction des éléments fournis lors du dépôt de sa demande, sur la base de critères objectifs et d'éléments de pondération établis préalablement portant sur la situation du ménage rapportée à un logement donné ou à une catégorie de logement.

Le système de cotation se veut comme un outil d'aide à la décision, sur la base de critères pondérés afin d'améliorer et de rendre plus transparent le processus de désignation des candidatures examinées en commission d'attribution et l'attribution des logements sociaux des bailleurs.



Il doit s'appliquer de manière uniforme à l'ensemble des demandes de logement social sur le territoire concerné.

La mise en place de ce système doit permettre de répondre aux objectifs suivants :

- participer à la mise en œuvre du droit au logement, afin de satisfaire les besoins des personnes défavorisées,
- prendre en compte la diversité de la demande constatée localement,
- favoriser l'égalité des chances des demandeurs et la mixité sociale des villes et des quartiers,
- faciliter l'accès des personnes handicapées à des logements adaptés.

La loi prévoit d'inscrire ce système de cotation dans le document de référence sur l'organisation des modalités d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux : le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGID).

Sur le territoire de la CASA, le PPGID a reçu un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du 20 janvier 2017 et a été adopté par délibération du Conseil Communautaire du 27 mars 2017.

Elaboré pour six ans (soit de 2017 à 2023), le plan prévoit des actions à développer sur le territoire, favorisant la simplification des démarches pour les demandeurs de logements sociaux, sans intégrer de système de cotation.

Aussi, il est proposé de mettre en conformité le PPGID de la CASA par voie d'avenant, afin d'intégrer les critères de cotation et leur pondération ainsi que les modalités d'information des demandeurs.

Cet avenant a fait l'objet d'un avis favorable de l'ensemble des acteurs du logement lors de la Conférence Intercommunale du Logement en date du 1er février 2022.

Il rappelle la démarche partenariale de construction de la grille de cotation engagée par la CASA depuis la fin 2020, avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs (communes, services de l'Etat, Département, bailleurs sociaux, Action logement, associations), dont voici le rappel des principales étapes :

- des entretiens menés avec les Maires des communes en fin d'année 2020,
- un séminaire avec les élus, organisé le 21 janvier 2021,
- des groupes de travail avec les bailleurs et les réservataires, organisés les 16 février 2021, 16 mars 2021 et 22 juillet 2021,
- deux comités de pilotage, tenus les 1<sup>er</sup> avril 2021 et 29 novembre 2021.

Ce travail collégial a permis de sélectionner et de hiérarchiser un certain nombre de critères en cohérence avec les orientations légales et les documents stratégiques en matière de politique de peuplement sur la CASA (document cadre et convention intercommunale d'attribution).

Conformément aux dispositions réglementaires, l'avenant au PPGID de la CASA prévoit le principe du système de cotation et ses modalités d'application.

Il présente la liste des 30 critères d'appréciation de la demande de logement retenus :

- les 13 critères « obligatoires » relatifs aux situations des publics prioritaires pour l'accès au logement social au sens de la loi Egalité et Citoyenneté, auxquels ont été ajoutés :
- 17 critères « facultatifs » ou de « priorité locale » choisis pour répondre aux enjeux de la politique de peuplement du territoire de la CASA.

Chacun des critères fait l'objet d'une pondération associée dans la fourchette maximale de 60 points et minimale de -50 points. Les critères peuvent être cumulables entre eux.

L'avenant au PPGID précise également :

- les modalités d'informations du demandeur relatives au positionnement de sa demande par rapport aux autres demandes et au délai d'attente moyen constaté pour un logement analogue (typologie et localisation) ;
- les supports de communication mis à disposition par la CASA à l'ensemble des demandeurs et des acteurs du logement (plaquettes d'information, page dédiée site internet, guide partenarial...);
- l'évaluation annuelle du système de cotation présentée à la Conférence Intercommunale du Logement ;
- la définition des « refus injustifiés d'un logement » et la « non réponse à proposition », qui sont pondérés de façon négative. Le malus est appliqué pour une durée de 3 ans à compter de la date d'activation de cette cotation négative.

La mise en œuvre effective du système de cotation de la demande de logement social sur la CASA sera réalisée au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2022, étant donné qu'un temps de travail complémentaire sur la configuration des outils informatiques est à organiser après l'adoption de la grille de cotation.

Ceci étant exposé, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant au PPGID, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver l'avenant au Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 21 février 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
**Jean LEONETTI**



## **AVENANT**

### **AU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS**

#### **EXPOSE PREALABLE**

Par délibération n°CC.2017.042 du 27 mars 2017, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) a adopté son Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGID).

Prévu par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite loi ALUR, le PPGID est un document cadre obligatoire visant à organiser les modalités d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux sur le territoire de la CASA.

La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique impose aux EPCI doté d'un Plan Local de l'Habitat (PLH) et ayant au moins un Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) d'intégrer dans le dispositif de gestion partagé un dispositif de cotation de la demande de logement social.

La cotation est un système de points attribués à chaque demandeur de logement social, en fonction des éléments fournis lors du dépôt de sa demande, sur la base de critères objectifs et d'éléments de pondération établis préalablement portant sur la situation du ménage rapportée à un logement donné ou à une catégorie de logement.

Conformément aux dispositions prévues par le décret du 17 décembre 2019, le système de cotation est un outil d'aide à la décision, tant pour la désignation des candidatures que pour l'attribution d'un logement, et doit permettre de satisfaire les objectifs suivants :

- ▶ Participer à la mise en œuvre du droit au logement, afin de satisfaire les besoins des personnes de ressources modestes et des personnes défavorisées ;
- ▶ Prendre en compte la diversité de la demande constatée localement ;
- ▶ Favoriser l'égalité des chances des demandeurs et la mixité sociale des villes et des quartiers, en permettant l'accès à l'ensemble des secteurs d'un territoire de toutes les catégories de publics éligibles au parc social ;
- ▶ Favoriser l'accès des ménages dont les revenus sont les plus faibles aux secteurs situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- ▶ Faciliter l'accès des personnes handicapées à des logements adaptés.

La loi impose à chaque EPCI concerné de construire la grille de cotation du territoire et de l'intégrer dans le dispositif de gestion partagée de la demande de logement social en précisant le principe du système et ses modalités d'application.

A cet égard, le PPGID doit prévoir :

- ▶ La pondération des critères qui concerne les publics prioritaires au sens de la loi Egalité et Citoyenneté définies à l'article L. 441-1 du CCH, notamment les personnes reconnues DALO ;
- ▶ Les critères retenus localement et leur pondération ;
- ▶ Les cas dans lesquels le refus d'un logement adapté aux besoins et capacité du demandeur ont des effets sur la cotation de la demande ainsi que la nature de ces effets ;
- ▶ Les modalités d'évaluation périodique du système, notamment au regard des objectifs d'accueil des publics prioritaires et des orientations de la CIL ;
- ▶ Les modalités et le contenu de l'information dus au public et au demandeur afin de lui permettre d'apprécier le positionnement de sa demande par rapport aux autres, ainsi que le délai d'attente moyen constaté pour une typologie et une localisation de logement analogue à celui demandé.

Dans ce cadre, et afin de mettre en œuvre la réforme de la cotation de la demande, il convient de modifier le PPGID de la CASA par voie d'avenant.

Aussi, le PPGID est modifié comme suit :

### **Article 1 :**

Après la fin de la partie 4, il est ajouté une nouvelle partie 5 :

### **« 5. LE SYSTEME DE COTATION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL**

La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique rend obligatoire la mise en place d'un système de cotation de la demande de logement social pour les EPCI tenus de se doter d'un Plan local de l'habitat (PLH) ou ayant la compétence habitat et au moins un Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), tels que la CASA.

La cotation est un système de points attribués à chaque demandeur de logement social, en fonction des éléments fournis lors du dépôt de sa demande, sur la base de critères objectifs et d'éléments de pondération établis préalablement portant sur la situation du ménage rapportée à un logement donné ou à une catégorie de logement.

Conformément à la loi, la grille de cotation doit être établie par chaque EPCI et intégrée dans le dispositif partagé de gestion de la demande.

Afin de mettre en place ce nouvel outil, un travail partenarial a été engagé par la CASA dès la fin de l'année 2020 et au cours de l'année 2021 avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs (communes, services de l'Etat, Département, bailleurs sociaux, Action logement, associations) pour définir de manière concertée les critères de cotation appliqués sur le territoire et leur pondération.

Ce travail a permis de sélectionner et de hiérarchiser un certain nombre de critères en cohérence avec les orientations légales et les documents stratégiques en matière de politique de peuplement sur la CASA.

### **5.1 - LE PRINCIPE DE LA COTATION**

La loi encadre les principes de mise en œuvre de la cotation de la demande. Le dispositif est ainsi défini comme suit :

- ▶ Un système **obligatoire** pour les EPCI concernés par la réforme de la demande et des attributions ;
- ▶ Un **outil de transparence et d'aide à la décision** tant pour la désignation des candidatures par les réservataires que pour l'attribution des logements sociaux, étant entendu que la CALEOL reste souveraine pour décider de l'attribution ;
- ▶ Un système qui s'applique de manière **uniforme** dans son principe comme dans toutes ses modalités, à l'ensemble des demandes de logement social sur le territoire.

Le système de cotation n'a pas vocation à créer une automatisation du rapprochement de la vacance de logement avec le vivier des demandeurs. Il vise à aiguiller l'ensemble des réservataires et des bailleurs dans le processus d'attribution des logements sociaux.

Ainsi, lors de la libération d'un logement, **la cotation vient compléter et objectiver la désignation des candidats, qui doit tenir compte par ailleurs de l'adéquation entre le logement et le besoin du ménage** (typologie, localisation), **et des objectifs de mixité sociale à l'échelle des résidences.**

Sur le plan juridique, le résultat de la cotation n'est pas opposable ; la réforme de la cotation ne crée pas de nouvelle voie de recours pour permettre à un demandeur de contester son positionnement ou non sur un logement donné. De même, la cotation de la demande ne minore pas le rôle des CALEOL et ne modifie pas les voies de recours existantes pour contester les décisions émises par celles-ci.

## **5.2 - LA GRILLE DE COTATION**

La grille de cotation de la CASA intègre l'ensemble des 13 critères obligatoires relatifs aux situations des publics prioritaires pour l'accès au logement social au sens de la loi Égalité et Citoyenneté, auxquels ont été ajoutés 17 critères locaux, portant à 30 le nombre total de critères retenus dans le cadre de la cotation.

Chacun des critères fait l'objet d'une pondération associée dans la fourchette maximale de 60 points et minimale de -50 points. Les critères peuvent être cumulables entre eux.

La CASA a fait le choix d'opter pour une grille unique, applicable à tous les demandeurs de logement social, qu'ils soient ou non locataires du parc social dans le cadre d'une demande d'échange.

*(Cf: grille de cotation page suivante)*



GRILLE DE COTATION CASA		
Type de critère	Critère	Pondération
Obligatoire •	DALO	60
Priorité locale	Catastrophe naturelle, sinistre	50
Obligatoire •	Logement indigne	50
Obligatoire •	Personnes dépourvues de logement et d'hébergement	50
Obligatoire •	Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition / Personne sortant d'appartement de coordination thérapeutique	50
Obligatoire •	Violences au sein du couple ou menace de mariage forcé / Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords / Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle / Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme	50
Facultatif	Ancienneté supérieure à 45 mois	50
Priorité locale	Logement d'Abord	45
Facultatif	Habite la commune	45
Facultatif	Travaille dans l'EPCI	45
Obligatoire •	Premier quartile des demandeurs	45
Facultatif	Travailleurs pauvres	35
Facultatif	Demandeur de mutation en sous-occupation installé sur la commune demandée (territoire CASA)	35
Facultatif	Taux d'effort élevé	35
Obligatoire •	Personnes hébergées à l'hôtel	35
Obligatoire •	Personne en situation de handicap	35
Facultatif	Ancienneté entre 24 et 45 mois	30
Facultatif	Logement repris ou mis en vente par son propriétaire / Logement bientôt démoli	30
Facultatif	Logement inadapté au handicap et à la perte d'autonomie	30
Priorité locale	Personnes âgées bénéficiaires d'une pension vieillesse	20
Facultatif	Jeunes de moins de 30 ans	20
Facultatif	Ancienneté entre 12 et 24 mois	20
Obligatoire •	Logement non décent avec au moins un mineur	20
Obligatoire •	Suroccupation avec au moins un mineur	15
Obligatoire •	Personnes menacées d'expulsion sans relogement	15
Facultatif	Ancienneté au-delà de 45 mois plafonné à 10 ans	+10 / an
Obligatoire •	Personnes hébergées par des tiers (parents, enfants, particuliers)	5
Obligatoire •	Reprise d'activité suite à une période de chômage de longue durée	5
Priorité locale	Non-réponse à sollicitation d'un bailleur ou refus non justifié d'un logement adapté aux besoins et capacités du demandeur (malus pendant 3 ans à compter de la date du refus)	-50
Facultatif	Pièces justificatives valides	+50 % de la valeur des points du critère

Un tableau de correspondance des critères et des pièces justificatives est joint en annexe 1.

## **5.3 - L'APPLICATION DE LA PONDERATION DES CRITERES**

### **5.3.1 - Un système de calcul automatisé**

La cotation de la demande de logement social est un système de points donnés à chaque demandeur en fonction des éléments fournis lors du dépôt de sa demande. Le total des points attribués à une demande de logement social constitue sa note.

Le calcul de la note s'effectue à partir des données déclarées par le demandeur dans le formulaire d'enregistrement de la demande, qu'il soit sous format papier ou dématérialisé via le site Internet du Ministère du Logement – Portail Grand Public (PGP.) Cette note est évolutive en fonction des changements déclarés par le demandeur.

Aussi, il est nécessaire que la demande de logement social soit renseignée avec le plus de précisions possibles, chaque critère pouvant avoir une influence sur la note finale obtenue par le demandeur.

Sur le plan technique, l'application des points de chaque critère s'effectue de façon automatique par le progiciel interne de la CASA, synchronisé avec le Système National d'Enregistrement (SNE). Le résultat du calcul est communiqué au SNE par transfert de données et rendu visible sur le compte personnel du PGP du demandeur. Il permet ainsi de classer une demande parmi l'ensemble des demandes actives sollicitant un relogement sur le territoire de la CASA.

Certains évènements peuvent faire évoluer la note et le classement de la demande :

- ▶ L'octroi ou perte de la reconnaissance du caractère prioritaire de la demande au titre du Droit Au Logement Opposable ;
- ▶ La mise à jour du dossier par le demandeur via le Cerfa ou le PGP et fourniture des pièces justificatives sur le PGP ;
- ▶ La mise à jour du dossier par le guichet enregistreur ou par le bailleur social à l'appui des pièces justificatives fournies lors de l'instruction de la candidature pour présentation en Commission d'Attribution ;
- ▶ Le refus par un demandeur d'un logement adapté à ses besoins et capacités ou non réponse du demandeur à une proposition de logement par un bailleur.

### **5.3.2 - Critères spécifiques**

#### **▶ Situations de violences**

Sont concernées par ce critère, « les personnes victimes violences au sein du couple ou de menace de mariage forcé ; les personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords ; les personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle ; les personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme ».

Compte tenu du caractère confidentiel et particulièrement sensible de ce critère, il est prévu que les guichets enregistreurs dont la CASA soient en charge de recueillir les éléments relatifs à la situation pour les cas de victimes prévus par la loi.

Ce critère est activé manuellement par la CASA sur l'outil de gestion partagée synchronisé avec le SNE, après information de la personne victime. Les autres guichets enregistreurs peuvent être amenés à activer le critère dans le SNE ou dans leur logiciel synchronisé.

Ce critère est désactivé par la CASA à la demande de la personne victime et en fonction de l'évolution de sa situation.

### ► **Logement d'Abord**

Sont concernées par le critère "Logement d'Abord", les personnes en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement dont la situation d'urgence est étayée par un diagnostic social approfondi.

Ce critère est activé manuellement par la CASA sur l'outil de gestion partagée synchronisé avec le SNE, après information de la personne.

Ce critère est ensuite désactivé par la CASA à la sortie de l'accompagnement réalisé.

### ► **Catastrophe naturelle -sinistre**

Sont concernées par le critère "Catastrophe naturelle et sinistre", les personnes victimes d'évènements climatiques exceptionnels ou d'un incendie et dont le retour dans leur logement n'est plus autorisé par décision administrative.

Ce critère est activé manuellement par la CASA sur l'outil de gestion partagée synchronisé avec le SNE, après information de la personne victime et sur la base des pièces justificatives afférentes.

Ce critère est désactivé par la CASA une fois que la situation au regard du logement est résolue.

### ► **Pièces valides**

Un bonus de + de 50 % de la valeur des points d'un critère est accordé aux demandeurs qui fournissent les pièces justificatives permettant de confirmer l'adéquation des critères à la situation déclarée.

Ainsi, la majoration des points du critère est accordée, si les pièces justificatives nécessaires à l'instruction sont valides et qu'elles sont rattachées à la demande sur le SNE, conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2020. Le tableau de correspondance des pièces justificatives permettant cette majoration de points est joint en annexe 1.



Afin de garantir l'effectivité de ce critère et l'égalité de traitement des demandeurs, la CASA met à disposition en libre-service dans ses deux antennes d'accueil Logement, des outils informatiques permettant aux demandeurs de transmettre les pièces justificatives par voie dématérialisée.

De plus, les demandeurs seront informés de la possibilité de transmettre leurs pièces justificatives par voie postale à l'adresse du Service de traitement des pièces justificatives du GIP SNE.

► **Refus d'un logement social adapté à la situation ou non réponse à la proposition d'un logement par un bailleur social**

Une pondération négative de 50 points est appliquée aux situations suivantes :

- Le **refus** d'un **logement adapté** à sa situation par le demandeur ;
- La **non réponse** à proposition d'un **logement adapté** par le demandeur, assimilée à un refus.

A cet égard, l'article R. 441-10 du Code de la Construction et de l'Habitation dispose que *"Toute offre de logement doit indiquer le délai de réponse accordé au bénéficiaire de cette offre pour faire connaître son acceptation ou son refus. Ce délai ne peut être inférieur à dix jours. Le défaut de réponse dans le délai imparti équivaut à un refus."*

Dans le cadre du traitement de l'offre de logement, le bailleur notifie **la proposition par écrit** au demandeur, par lettre recommandée ou par courriel avec accusé de réception.

Afin de garantir l'information du demandeur, le bailleur indique dans la proposition les **mentions obligatoires** suivantes :

- le délai maximum ouvert au demandeur pour formaliser sa réponse écrite ;
- Les conséquences d'un refus ou d'une non-réponse à la proposition de logement (application d'un malus).

L'application de ce malus s'inscrit dans le **dispositif de gestion partagée** de la demande.

Elle s'appuie sur les décisions des Commission d'attribution des logements et d'examen de l'occupation de logements (**CALEOL**) et/ou sur la gestion de l'instruction de la demande ainsi que sur le suivi des attributions de logements par les bailleurs sociaux.

**Le malus est activé** de façon automatique à partir de la **saisie de l'évènement par les bailleurs**, soit directement sur le SNE ou via leur logiciel interfacé avec le SNE, dans la rubrique « Evènements ».

Ce malus est appliqué pour une durée de **3 ans** :

- à compter de la date de notification du refus par le demandeur
- après l'expiration du délai réglementaire dans le cas de la non réponse à proposition.

Le malus est désactivé automatiquement après expiration de ce délai.

Il est important de préciser que ne peut être considéré comme un refus, l'impossibilité pour un demandeur d'accepter un logement qui s'avère **inadapté à sa situation de handicap** ou à celle des personnes présentes dans sa demande de logement.

Il appartient à ce dernier d'apporter au bailleur **tous documents justifiant de l'absence d'adéquation** de son handicap au logement proposé, à toutes les étapes de la procédure d'attribution du bailleur.

Aussi, dans le cas où les justificatifs fournis au moment de l'instruction permettent de justifier le refus, la CALEOL est amenée à statuer sur une décision de **"non attribution pour logement inadapté au handicap"**, et non sur un refus du demandeur, afin qu'aucune pondération négative ne s'applique à sa demande.

Dans le cas où une CALEOL aurait été amenée à statuer **sur décision d'attribution sous conditions suspensives** de production des justificatifs par le demandeur, et que le demandeur ne peut accepter le logement compte tenu de l'inadaptation à son handicap, la CALEOL sera en charge de réexaminer l'attribution du logement au regard des éléments fournis par le demandeur, et de statuer le cas échéant, sur une **nouvelle décision** de "non attribution pour logement inadapté".

## **5.4 - L'INFORMATION SUR LE SYSTEME DE COTATION**

Tout demandeur de logement social doit avoir accès aux informations contenues dans sa demande, à tout moment et selon son choix, via le Portail Grand Public du Ministère du Logement ou auprès d'un guichet d'accueil CASA, d'un guichet de proximité communal ou d'un bailleur social.

Dans le cadre des missions du Service d'Accueil et d'Information du Demandeurs (SIAD) assurées par la CASA et ses partenaires, le système de cotation permet aux demandeurs d'apprécier le positionnement relatif de leurs demandes par rapport aux autres demandes, ainsi que le délai moyen d'attente constaté, pour une typologie et une localisation de logement analogue à celui demandé.

### **5.4.1 - Information sur la grille de cotation**

La liste des 30 critères de la grille de cotation et leur pondération est accessible depuis le Portail Grand Public et le site Internet de la CASA.

La publication de ces informations et leur explication est assurée par les acteurs du SIAD, et en particulier par la CASA et par ses communes membres.

Afin de s'assurer de la correspondance entre la grille de cotation et la réalité de la situation des demandeurs, une information précise est délivrée aux demandeurs sur l'importance de la bonne complétude du Cerfa notamment :

- ▶ Les différentes cases du Cerfa permettant de valider les critères,
- ▶ Les pièces justificatives à fournir pour que la majoration du critère puisse s'appliquer,
- ▶ Les mises à jour nécessaires permettant d'actualiser leur demande,
- ▶ L'incidence d'un refus d'un logement adapté et de la non réponse à proposition d'un logement d'un bailleur.

Les acteurs du SIAD s'engagent à accompagner au mieux les demandeurs dans leurs démarches et notamment à renseigner les cases du Cerfa correspondantes à leur situation, et uniquement celles-ci. Afin de faciliter la compréhension du système, les demandeurs ont accès en versions papier et dématérialisée, au tableau de correspondance des critères et des pièces justificatives. (Annexe 1).

#### **5.4.2. - L'information sur le positionnement de la demande**

L'information sur le positionnement de la demande par rapport à d'autres demandes similaires est fournie par le Portail Grand public. Les demandeurs doivent se connecter sur leur espace personnel pour obtenir cette information.

Les demandeurs ont ainsi accès à leur classement dans la liste d'attente en fonction de la typologie souhaitée ainsi qu'au nombre de points correspondants à leur situation.

A partir du site internet, le demandeur a accès à son nombre de points par commune et par typologie de logement (T1, T2, T3, T4, T5, T6) et à la note la plus basse, la plus haute et la note médiane des demandeurs ayant les mêmes besoins. Cela permet au demandeur de se positionner par rapport aux demandes similaires.

Pour être analogues, les demandes doivent avoir :

- ▶ La même localisation souhaitée (commune),
- ▶ La même typologie de logement souhaitée (nombre de pièces dans le logement),
- ▶ Le même plafond de ressources (PLAI, PLUS, PLS).

Dans le groupe de demandes analogues, l'outil national extrait :

- ▶ La cotation la plus basse,
- ▶ La cotation la plus haute,
- ▶ La cotation médiane.

Cette information est également disponible auprès de l'Antenne Logement de la CASA et des guichets communaux via le logiciel partagé.



### **5.4.3 - L'information sur le délai moyen d'attente**

L'information sur le délai d'attente moyen constaté en fonction de la typologie et de la localisation de logement demandés est également fournie par le Portail Grand public.

Le délai moyen d'attente concerne l'obtention d'un logement par commune et par typologie de logement (T1, T2, T3, etc.). Ce délai est notamment estimé en fonction de l'offre disponible et du nombre de demandeurs.

Le système recherche parmi les demandes attribuées l'année précédente, celles qui sont analogues à la demande en cours de traitement. A partir de ces demandes, il est calculé le délai moyen d'attente entre le dépôt sur le SNE et la radiation pour attribution.

Il est important de préciser que le délai moyen d'attente n'est pas un délai d'attribution. Il ne s'agit pas d'une garantie pour l'obtention d'un logement dans le délai donné mais d'une indication à titre informatif.

### **5.4.4 - La communication**

Afin de garantir la meilleure appropriation du système de cotation, des supports de communication développés par la CASA sont mis à disposition de l'ensemble des demandeurs et des acteurs du logement :

- ▶ Plaquettes d'information à destination des demandeurs diffusées au sein du réseau partenarial,
- ▶ Page dédiée sur le site Internet de la CASA,
- ▶ Guide pratique à l'attention des professionnels,
- ▶ Vidéos pédagogiques sur la réforme des attributions.

### **5.4.5 - L'information et l'animation du réseau partenarial**

La CASA accompagne la formation des guichets de proximité communaux dans la mise en œuvre du système de cotation et dans sa communication auprès des demandeurs.

Elle organise périodiquement des réunions d'informations auprès des acteurs du logement du territoire ainsi qu'auprès des partenaires en charge de l'accompagnement social des demandeurs de logement.

Ces réunions permettent de travailler sur la définition des critères, leur pondération ainsi que les pièces justificatives, afin que la qualité de l'information soit la plus complète possible.

La CASA anime des sessions de travail pour évaluer les retours d'expérience de l'utilisation du système de cotation et les éventuels besoins d'ajustement.

## **5.5 – LES MODALITES D’EVALUATION DU SYSTEME DE COTATION**

La grille de cotation définie sur la CASA fera l’objet d’une évaluation annuelle présentée à la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

Cette évaluation portera notamment sur l’incidence de la grille au regard des objectifs d’attribution à atteindre en faveur des publics prioritaires, définis par la convention intercommunale d’attribution de la CASA.

Au vu du résultat de l’évaluation, la CIL pourra confirmer le maintien de la grille de cotation à l’identique ou préconiser des ajustements (ajouts, suppressions, modifications des critères et de leur pondération). Toute modification de la grille sera soumise au contrôle de légalité du Préfet à l’approbation du Conseil Communautaire, avant information aux demandeurs de logement. »

### **Article 2 :**

Est ajoutée au PPGD l’annexe 1, jointe au présent avenant.

### **Article 3 :**

Les autres parties du PPGD restent inchangées.

## ANNEXE1 : TABLEAU DE CORRESPONDANCE DES CRITERES ET DES PIECES JUSTIFICATIVES

Grille de Cotation				Correspondance entre les critères et le Cerfa V4
Type de critère	Critère	Pondération	Pièces justificatives à fournir par le demandeur et/ou le co-demandeur sur le Site Internet du Ministère (Portail Grand Public)	Champs Cerfa V4 concernés
Obligatoire	DALO	60	Pour justifier le critère, il faut la pièce suivante : - Décision de la commission DALO	-
Priorité locale	Catastrophe naturelle, sinistre	50	Le critère est validé manuellement par le guichet : les pièces fournies sont examinées par les services de la CASA (justificatif de décision administrative...)	-
Obligatoire	Logement indigne	50	Pour justifier le critère, il faut au moins une des pièces suivantes : - Arrêté d'interdiction d'habitation - Arrêté de péril d'immeuble - Arrêté d'insalubrité - Analyses plombémie / Diagnostic plomb / Diagnostic amiante - Rapport d'un travailleur social - Documents démontrant l'insalubrité du logement ( décision administrative, copie du jugement du tribunal, attestation CAF/MSA etc)	F32 "logement indigne"
Obligatoire	Personnes dépourvues de logement ou d'hébergement	50	Pour justifier le critère, il faut au moins une des pièces suivantes : - Rapport d'un travailleur social - Attestation/certificat d'hébergement ou de domiciliation	F17 "sans-abri, habitat de fortune, bidonville" ou F18 "occupant sans titre, squat" ou F19 "camping" ou F20 "habitat mobile"
Obligatoire	Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition / Personne sortant d'appartement de coordination thérapeutique	50	Pour justifier le critère, il faut au moins une des pièces suivantes : - Attestation d'hébergement ou de domiciliation - Rapport d'un travailleur social	F6 "Résidence hôtelière à vocation sociale" ou F7 "Structure d'hébergement" ou F8 "Centre départemental de l'enfance ou centre maternel" ou F12 "Logement temporaire " ou F13 "Appartement de coordination thérapeutique ou F15 "Logé en logement foyer "
Obligatoire	Violences au sein du couple ou menace de mariage forcé / Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords / Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle / Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme	50	Pour justifier le critère, il faut au moins une des pièces suivantes uniquement pour les victimes de violences au sein du couple ou de mariage forcé:  - Situation d'urgence attestée par une décision du juge ou récépissé de dépôt de plainte ou par une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales - Dépôt de plainte ou main courante pour violences conjugales - Rapport d'un travailleur social  Pour toutes les autres victimes de ce critère, aucune pièce justificative n'est requise, le critère est validé manuellement par le guichet.	F45 "Violences au sein du couple ou menace de mariage forcé"  Pas de champ du cerfa existant concernant les autres situations



Type de critère	Critère	Pondération	Pièces justificatives à fournir par le demandeur et/ou le co-demandeur sur le Site Internet du Ministère (Portail Grand Public)	Champs Cerfa V4 concernés
Facultatif	Ancienneté supérieure à 45 mois	50	Aucun document n'est requis pour ce critère, qui est validé automatiquement par le logiciel CASA à partir de la date de la demande de logement.	-
Priorité locale	Logement d'Abord	45	Aucune pièce justificative n'est requise, le critère est examiné sur orientation du SIAO et validé manuellement par la CASA.	-
Facultatif	Habite la commune	45	<p>Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrat de location / justificatif de propriété</li> <li>- Attestation d'hébergement ou de domiciliation</li> <li>- Reçu d'hôtel</li> <li>- Quittance(s) ou tout autre justificatif de loyer à jour</li> </ul> <p>NB : Les points sont activés si l'adresse se situe dans l'une des 24 communes de la CASA + le choix 1 de la commune dans "Logement recherché" est identique à la commune de résidence</p>	<p>"Adresse du logement où vous vivez actuellement" et G18 "Commune souhaitée" en rang 1</p>
Facultatif	Travaille dans l'EPCI	45	<p>Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrat de travail du demandeur et le cas échéant du co-demandeur</li> <li>- Fiche(s) de paie du demandeur et le cas échéant du co-demandeur</li> <li>- Justificatif de revenus professionnels (travailleurs indépendants, artisans...)</li> </ul> <p>NB : le lien est établi entre la commune dans laquelle travaille le demandeur et/ou le co-demandeur, avec la liste des 24 communes de la CASA</p>	<p>Pour le demandeur : D1 "salarié du privé" ou D2 "agent de l'Etat" ou D4 "assistant familial ou maternel" et/ou E9 "salaire ou revenu d'activité" et/ou E10 "salaire ou revenu d'activité du codemandeur" et/ou D7 "N° SIRET" ou D8 "vous êtes en CDD ou en intérim" + code postal d'une commune de la CASA</p> <p>Pour le co-demandeur : D11 "salarié du privé" ou D12 "agent de l'Etat" ou D14 "assistant familial ou maternel" ou D17 "N° SIRET" ou D18 "votre conjoint ou codemandeur est en CDD ou en intérim" + code postal d'une commune de la CASA</p>

Type de critère	Critère	Pondération	Pièces justificatives à fournir par le demandeur et/ou le co-demandeur sur le Site Internet du Ministère (Portail Grand Public)	Champs Cerfa V4 concernés
Obligatoire	Premier quartile des demandeurs	45	Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes : - Fiche de paie du demandeur et le cas échéant de son conjoint et de chaque co-demandeur et des personnes à charge - Justificatif de revenus : Attestation CAF, notification de retraite...	-
Facultatif	Travailleurs pauvres ( <i>relevant du 1er et 2ème quartile de ressources</i> )	35	Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes : - Contrat de travail - Fiche de paie du demandeur et le cas échéant de son conjoint et de chaque co-demandeur et des personnes à charge - Justificatif de revenus professionnels (travailleurs indépendants, artisans...)	D1 "salarié du privé" ou D2 "agent de l'Etat" ou D4 "assistant familial ou maternel" ou D11 "salarié du privé" pour le conjoint ou D12 "agent de l'Etat" pour le conjoint ou D14 "assistant familial ou maternel" pour le conjoint ou E9 "salaire ou revenu d'activité" ou E10 "salaire ou revenu d'activité" pour le conjoint ou E11 "salaire ou revenu d'activité" pour les autres personnes fiscalement à charge"
Facultatif	Demandeur de mutation en sous-occupation installé sur la commune demandée (territoire CASA)	35	Pour justifier le critère, il faut la pièce suivante : - Contrat de location  Le critère est validé si le nombre de personnes dans le foyer est inférieur au nombre de pièces du logement actuel -1	Le critère est calculé à partir du nombre de pièces du logement actuel et du nombre de personnes dans le foyer.  F2 "locataire d'un logement social" + F21 à F26 "nombre de pièces du logement actuel" si F28 "nombre de personnes dans le foyer" est inférieur au nombre de pièces du logement actuel - 1 + G18 "commune souhaitée" = commune de résidence
Facultatif	Taux d'effort élevé ( <i>50% ou supérieur</i> )	35	Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes : - Contrat de location - Quittance(s) ou tout autre justificatif de loyer à jour  Le taux d'effort correspond au calcul suivant : (Ressources totales du foyer avec allocation logement - loyer chargé x 100) / total des ressources = ... Si résultat >= à 50 % : taux d'effort trop élevé	F1 "propriétaire occupant" ou F2 "locataire d'un logement social" ou F5 "locataire ou sous locataire d'un logement privé" ou F14 "logement de fonction" ou F15 "logé en logement foyer / résidence sociale" ou F16 "résidence étudiante" ou F19 "camping" F20 "habitat mobile" + F29 "montant du loyer ou redevance"

Type de critère	Critère	Pondération	Pièces justificatives à fournir par le demandeur et/ou le co-demandeur sur le Site Internet du Ministère (Portail Grand Public)	Champs Cerfa V4 concernés
Obligatoire	Personnes hébergées à l'hôtel	35	Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes : - Reçu d'hôtel - Attestation d'un travailleur social ou d'une association - Certificat de domiciliation	F11 "à l'hôtel"
Obligatoire	Personne en situation de handicap	35	Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes : - Carte d'invalidité/carte mobilité inclusion ou décision de commission administrative compétente (MDPH...) - Attestation CAF	C1 "nombre de personnes en situation de handicap" + E9 "salaire du demandeur" ou E21 "pension d'invalidité" ou E22 "pension d'invalidité pour le conjoint" ou E27 "AAH" ou E28 "AAH pour le conjoint" ou E30 "Allocation d'Education d'Enfant Handicapé" ou E31 "Allocation d'Education d'Enfant Handicapé pour le conjoint" ou E33 "Allocation Journalière de Présence Parentale" ou E34 "Allocation Journalière de Présence Parentale pour le conjoint"
Facultatif	Logement repris ou mis en vente par son propriétaire / Logement bientôt démoli	30	Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes : - Lettre de congé du propriétaire (dans le cas d'un logement repris ou mis en vente par son propriétaire) - Décision administrative (dans le cas d'un logement bientôt démoli)	F33 "logement repris ou mis en vente par son propriétaire" ou F38 "logement bientôt démoli"
Facultatif	Logement inadapté au handicap et à la perte d'autonomie	30	Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes : - Carte d'invalidité/carte mobilité inclusion ou décision de commission administrative compétente (MDPH...) - Justificatif des besoins d'adaptation (certificat médical ou autre document)	F34 "logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie"
Facultatif	Ancienneté entre 24 et 45 mois	30	Aucun document n'est requis pour ce critère, qui est validé automatiquement par le logiciel CASA (donnée SNE) à partir de la date de la demande de logement	-
Priorité locale	Personnes âgées bénéficiaires d'une pension vieillesse	20	Pour justifier le critère, il faut la pièce suivante : - Tout justificatif de retraite ( ASPA, notification retraite)	E12 "retraite" ou E13 "retraite du conjoint" et/ou E42 "ASPA" ou E43 "ASPA du conjoint"



Type de critère	Critère	Pondération	Pièces justificatives à fournir par le demandeur et/ou le co-demandeur sur le Site Internet du Ministère (Portail Grand Public)	Champs Cerfa V4 concernés
Facultatif	Jeunes de moins de 30 ans	20	Pour justifier le critère, il faut une des pièces suivantes : - Carte d'identité ou passeport du demandeur et/ou du co-demandeur - Titre de séjour du demandeur et/ou du co-demandeur Avec âge < 30 ans NB : l'identité du demandeur et du co-demandeur sont justifiées au dépôt de la demande	Date de naissance du demandeur ou co-demandeur
Facultatif	Ancienneté entre 12 et 24 mois	20	Aucun document n'est requis pour ce critère, qui est validé automatiquement par le logiciel CASA (donnée SNE) à partir de la date de la demande de logement	-
Obligatoire	Logement non décent avec au moins un mineur	20	Pour justifier le critère, il faut au moins une des pièces suivantes : - Document démontrant l'indécence du logement (copies du jugement du Tribunal/attestation de la CAF/MSA, etc) - Rapport d'un travailleur social et contrat de location et livret de famille / acte d'état civil	F31 "logement non décent" et s'il y a au moins : 1 enfant à charge ou 1 enfant en droit de visite
Facultatif	Ancienneté au-delà de 45 mois plafonné à 10 ans	+10 / an	Aucun document n'est requis pour ce critère, qui est validé automatiquement par le logiciel CASA (donnée SNE) à partir de la date de la demande de logement	-
Obligatoire	Suroccupation avec au moins un mineur	15	Pour justifier le critère, il faut toutes les pièces suivantes : - Contrat de location / justificatif de propriété - Livret de famille / acte d'état civil  Précisions sur le critère de suroccupation lié à la "surface" : - 16 m² pour 2 personnes et 9m² par personne supplémentaire  Précisions sur le critère de suroccupation lié aux nombre de pièces : le nombre de personnes dans le foyer est supérieur au nombre de pièces du logement actuel + 1	Le critère est calculé à partir du nombre de pièces du logement actuel, du nombre de personnes dans le foyer et de la surface du logement.  F28 "nombre de personnes habitant dans le logement actuel" et F21 à F26 "nombre de pièces principales" et/ou F28 "nombre de personnes habitant dans le logement actuel" et F27 "surface"
Obligatoire	Personnes menacées d'expulsion sans relogement	15	Pour justifier le critère, il faut la pièce suivante : - Jugement d'expulsion	F42 "en procédure d'expulsion" + F43 "si jugement d'expulsion, date du jugement" et/ou F44 "si commandement de quitter les lieux, date de la notification"

Type de critère	Critère	Pondération	Pièces justificatives à fournir par le demandeur et/ou le co-demandeur sur le Site Internet du Ministère (Portail Grand Public)	Champs Cerfa V4 concernés
Obligatoire	Personne(s) hébergée(s) par des tiers (parents, enfants, particuliers)	5	Pour justifier le critère, il faut au moins une des pièces suivantes : - Rapport d'un travailleur social - Attestation d'hébergement ou de domiciliation	F9 "Chez vos parents ou vos enfants" ou F10 "Chez un particulier"
Obligatoire	Reprise d'activité suite à une période de chômage de longue durée	5	Pour justifier le critère, il faut les pièces suivantes : - Attestation de Pôle Emploi mentionnant la période de chômage - Tout document justifiant d'une reprise d'activité	D9 "vous avez vécu une période de chômage de plus d'un an" + D10 "elle s'est terminée le .././...." et/ou D19 "votre conjoint ou votre co-demandeur a vécu une période de chômage de plus d'un an" + D20 "elle s'est terminée le .././...."
Priorité locale	Non-réponse à sollicitation d'un bailleur ( <i>pondération négative pendant 3 ans à compter de la notification du refus ou de la non-réponse</i> )	-50	Si non réponse à une offre de logement, validé automatiquement par le logiciel CASA (donnée SNE) à partir des données saisies par les bailleurs sociaux sur le SNE Malus appliqué pendant 3 ans à partir de la notification de la non attribution	-
Priorité locale	Refus d'un logement adapté aux besoins et capacités du demandeur ( <i>pondération négative pendant 3 ans à compter de la notification du refus</i> )	-50	Si refus injustifié, validé automatiquement par le logiciel CASA (donnée SNE) à partir des données saisies par les bailleurs sociaux sur le SNE Malus appliqué pendant 3 ans à partir de la notification de la non attribution	-
Facultatif	Pièces valides	+50%	Pièces validées par le PGP de façon automatique ou par la CASA lors de l'activation manuelle des critères / + 50 % des points liés au critère si validé Majoration des points de 50 % pour les critères pour lesquels une pièce valide a été renseignée (concerne toutes les pièces qui attribuent des points, à l'exclusion de la pièce d'identité, de l'avis d'impôt, et du justificatif de propriété)	-



GRILLE DE COTATION			Correspondance entre les critères, le Cerfa V4 et Péléhas		
Type de critère	Critère	Pondération	Champs Cerfa V4 concernés	Péléhas	Précisions
Obligatoire	DALO	60	-	Mention"DALO actif"	
Priorité locale	Catastrophe naturelle, sinistre	50	-	Champ à ajouter dans Demande / Dossier / Statut du dossier / Priorité	
Obligatoire	Logement indigne	50	F32	Logement indigne	
Obligatoire	Personnes dépourvues de logement et d'hébergement	50	F17 ou F18 ou F19 ou F20	Sans abri, habitat de fortune, bidonville / Occupant sans titre, squat / Camping / Habitat mobile	
Obligatoire	Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition / Personne sortant d'appartement de coordination thérapeutique	50	F6 ou F7 ou F8 ou F12 ou F13 ou F15	Logé en logement foyer / Résidence hôtelière à vocation sociale / Structure d'hébergement / Centre départemental de l'enfance / Logement temporaire / En appartement de coordination thérapeutique	
Obligatoire	Violences au sein du couple ou menace de mariage forcé / Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords / Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle / Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme	50	F45	Violences au sein du couple ou menace de mariage forcé	Les trois autres motifs ne sont pas existants dans Péléhas : à ajouter dans la liste déroulante des motifs ?
Facultatif	Ancienneté supérieure à 45 mois	50	-	Faire le lien entre la date de la demande initiale et la date du jour	
Priorité locale	Logement d'Abord	45	-	Chemin : Dossier / Statut / Suivi du dossier / Logement d'abord	Champ créé localement par la CASA
Facultatif	Habite la commune	45	Adresse du logement actuel	Ville du logement actuel	Points activés si l'adresse se situe dans l'une des 24 communes de la CASA + le choix 1 de commune dans "Logement recherché" est la même commune que la résidence
Facultatif	Travaille dans l'EPCI	45	Pour le demandeur : D1 ou D2 ou D4 ou (D6 + E9 renseigné) ou D7 ou D8 / Pour le co-demandeur : D11 ou D12 ou D14 ou (D16 + E10 renseigné) ou D17 ou D18	Ville du lieu de travail	Péléhas doit mettre en lien la commune dans laquelle travaille le demandeur et/ou le co-demandeur avec la liste des 24 communes de la CASA
Obligatoire	Premier quartile des demandeurs	45	-	Chemin : Logement recherché / Localisation souhaitée / Quartile d'appartenance / "1"	
Facultatif	Travailleurs pauvres (relevant du 1er et 2e quartile de ressources)	35	D1 ou D2 ou D4 ou ou D11 ou D12 ou D14 ou E9 ou E10 ou E11 ou E48 ou E49 ou E50	Ressources du demandeur + Ressources du conjoint/co-demandeur + Ressources des personnes à charge (pour chacun d'eux : si salarié du privé / agent de l'état / assistant familial ou maternel / salaire ou revenus d'activité / prime d'activité) + 1er quartile OU 2ème quartile	Travailleur pauvre = prise en compte de toutes les ressources du foyer + au moins un champ coché dans "Salarié"/ "Agent Etat"/ "Assistant familial" / "Salaire ou revenu d'activité" / "Prime d'activité" + critère 1er OU 2ème quartile validé
Facultatif	Demandeur de mutation en sous-occupation installé sur la commune demandée	35	F2 + F21 à F26 si F28 (nombre de personnes dans le foyer) est inférieur au nombre de pièces du logement actuel - 1 + G18 (commune souhaitée) = commune de résidence	Locataire d'un logement social + Nombre de pièces du logement actuel / Nombre de personnes dans le foyer / Adresse de la commune de résidence = adresse de la commune demandée	



Facultatif	Taux d'effort élevé (50% ou supérieur)	35	-	FORMULE A DEVELOPPER (Ressources totales du foyer avec allocation logement - loyer + charges * 100) / total des ressources Si résultat >= à 50 % : ajouter la pondération	
Obligatoire	Personnes hébergées à l'hôtel	35	F11	A l'hôtel	
Obligatoire	Personne en situation de handicap	35	C1 + E21 ou E22 ou E27 ou E28 ou E30 ou E31 ou E33 ou 34	AAH ou AEEH ou AJPP ou Logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie	
Facultatif	Logement repris ou mis en vente par son propriétaire / Logement bientôt démoli	30	F33 ou F38	Logement repris ou mis en vente par son propriétaire / Logement bientôt démoli	
Facultatif	Logement inadapté au handicap et à la perte d'autonomie	30	F34	Logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie	
Facultatif	Ancienneté entre 24 et 45 mois	30	-	Faire le lien entre la date de la demande initiale et la date du jour	
Priorité locale	Personnes âgées bénéficiaires d'une pension vieillesse	20	E12 ou E13 et/ou E42, E43	Perception d'une pension de vieillesse par le demandeur ou le co-demandeur	
Facultatif	Jeunes de moins de 30 ans	20	-	Âge du demandeur / Âge du ou des co-demandeur(s)	
Facultatif	Ancienneté entre 12 et 24 mois	20	-	Faire le lien entre la date de la demande initiale et la date du jour	
Obligatoire	Logement non décent avec au moins un mineur	20	F31	Logement non décent + Enfant à charge mineur ou garde alternée	
Facultatif	Ancienneté au-delà de 45 mois plafonné à 10 ans	+10 / an	-	Faire le lien entre la date de la demande initiale et la date du jour	
Obligatoire	Suroccupation avec au moins un mineur	15	F27 + F28 + F37	Suroccupation (nombre de pièces ET/OU surface) + Enfant à charge mineur ou garde alternée	
Obligatoire	Personnes menacées d'expulsion sans relogement	15	F42 + F43 + F44	En procédure d'expulsion	
Obligatoire	Personnes hébergées par des tiers (parents, enfants, particuliers)	5	F9 ou F10	Chez les parents ou les enfants / Chez un particulier	
Obligatoire	Reprise d'activité suite à une période de chômage de longue durée	5	D9 + D20 et/ou D19 + D20	Période de chômage de plus d'un an pour le demandeur / Période de chômage de plus d'un an pour le conjoint ou le co-demandeur	
Priorité locale	Non-réponse à sollicitation d'un bailleur (pondération négative pendant 3 ans à compter de la notification du refus ou de la non-réponse)	-50	-	Chemin : Dossier / Événement SNE / Non-réponse à proposition	Date des événements à mettre en lien avec la date du jour / plus de pondération à partir de 3 ans de pénalité. La pondération des non-réponses devra être calculée à partir de la mise en oeuvre de la cotation (01/01/2022) et ne pas tenir compte des précédentes non réponses.
Priorité locale	Refus d'un logement adapté aux besoins et capacités du demandeur (pondération négative pendant 3 ans à compter de la notification du refus)	-50	-	Chemin : Dossier / Événement SNE / Refus logement	Date des événements à mettre en lien avec la date du jour / plus de pondération à partir de 3 ans de pénalité. La pondération des refus devra être calculée à partir de la mise en oeuvre de la cotation (01/01/2022) et ne pas tenir compte des précédentes non réponses.
Facultatif	Pièces valides	50%	-	Référentiel SNE à suivre	Majoration des points de 50% pour les critères pour lesquels une pièce valide a été renseignée (concerne toutes les pièces qui attribuent des points, à l'exclusion de la pièce d'identité, de l'avis d'impôt, et du justificatif de propriété)



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 21/02/2022  
Numéro : CC\_2022\_019  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Mise en oeuvre de la cotation de la demande de logement social - Avenant au Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 6onPasC

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 11/03/2022  
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC\_2022\_019-DE

**Acte reçu**

Date : 21/02/2022  
Numéro interne : CC\_2022\_019  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Mise en oeuvre de la cotation de la demande de logement social - Avenant au Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20220221-CC\_2022\_019-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_SE-006-240600585-20220221-CC\_2022\_019-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20220221-CC\_2022\_019-DE-1-1\_3.PDF

N